



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

p.B.15.21.FI (6)
p.B.15.21.SU (15) - KR/zü

Berne, le 10 juillet 1980

Bitte dieses Zeichen in der Antwort wiederholen
Prière de rappeler cette référence dans la réponse
Pregasi rammentare questo riferimento nella risposta

CONFIDENTIEL

Visites officielles du Chef du Département en Suède et en Finlande

20 - 28 juin 1980

Aux Ambassades suisses à l'étranger

Monsieur le Conseiller fédéral Pierre Aubert
Monsieur le Secrétaire d'Etat Albert Weitnauer
Monsieur l'Ambassadeur Rudolf Bindschedler
Monsieur l'Ambassadeur Jimmy Martin
Monsieur l'Ambassadeur Emanuel Diez
Monsieur l'Ambassadeur Marcel Heimo
Monsieur l'Ambassadeur Edouard Brunner
Monsieur l'Ambassadeur Arnold Hugentobler ✓ RS
Madame l'Ambassadeur Francesca Pometta
Monsieur l'Ambassadeur Jean-Pierre Ritter
Monsieur l'Ambassadeur Hansjakob Kaufmann
Monsieur le Ministre Jean Monnier
Monsieur le Ministre Jean Zwahlen
Monsieur le Ministre Maurice Jaccard
Monsieur le Ministre Franz Blankart
Monsieur Ludwig Meier
Monsieur Alfred Glesti
Monsieur Hansjörg Renk
Monsieur André Vallon
Monsieur Alfred Rüegg
Monsieur Othmar Uhl
Monsieur Herbert von Arx
Monsieur Mathias Krafft
Monsieur Bernard de Riedmatten
Madame Marianne von Grünigen
Monsieur Arthur Bill
Monsieur Alexander Saluz

TR/VP/BN/HJ/EA/WI/JL/RV/CC/KR/DD

Monsieur l'Ambassadeur Cornelio Sommaruga, OFAEE

CONFIDENTIEL

VISITE OFFICIELLE EN SUEDE DE M. PIERRE AUBERT,
CONSEILLER FEDERAL, CHEF DU DEPARTEMENT DES AFFAIRES
ETRANGERES, DU 20 AU 24 JUIN 1980

Délégation suisse

M. Pierre AUBERT	Conseiller fédéral, Chef du Département des affaires étrangères
M. Jacques-Bernard RÜEDI	Ambassadeur de Suisse en Suède
M. Edouard BRUNNER	Ambassadeur, Chef de la Division politique I
M. Jean-Pierre RITTER	Ambassadeur, Chef du Secrétariat politique
Mlle Catherine KRIEG	Secrétaire du Chef du Département

Délégation suédoise

M. Ola ULLSTEN	Ministre des affaires étrangères de Suède
M. Hans BLIX	Secrétaire d'Etat, Ministère des affaires étrangères
M. Sven-Eric NILSSON	Ambassadeur de Suède en Suisse
M. Carl-Johan RAPPE	Ambassadeur (Questions de la CSCE), Ministère des affaires étrangères
M. Henrik LILJEGREN	Directeur de la Section politique II du Ministère des affaires étrangères
M. Ake BERG	Sous-Directeur de la Section politique II du Ministère des affaires étrangères
M. Erik BELFRAGE	Chef de section au Ministère des affaires étrangères (interprète)

- 2 -

Procès-verbal des entretiens entre M. Ola Ullsten, Ministre suédois des affaires étrangères, et M. Pierre Aubert, Conseiller fédéral, Chef du Département des affaires étrangères, à Stockholm

Première séance de travail au Ministère suédois des affaires étrangères, le lundi 23 juin 1980. Début à 10.30 h.

M. Ullsten constate, en guise d'introduction, que le monde est actuellement confronté à de multiples problèmes (Iran, Moyen-Orient, Indochine, la famine en Afrique, les questions énergétiques), d'où la nécessité des superpuissances de prendre des mesures nécessaires pour résoudre les nombreux conflits existants.

Face à cette situation internationale en constante dégradation depuis l'invasion de l'Afghanistan, M. Ullsten estime que les Etats neutres doivent jouer un rôle. Ils peuvent le faire seuls mais aussi ensemble (par exemple au Conseil de l'Europe ou à Madrid lorsque sera abordée la question du désarmement). "Notre neutralité nous permet de dire certaines choses aux grandes puissances sans que notre bonne volonté ne soit mise en cause", précise M. Ullsten.

M. le Conseiller fédéral Aubert (ci-après CFA) remercie son hôte de son accueil et de son hospitalité.

Il partage le peu d'optimisme de son interlocuteur quant au diagnostic présenté à propos de la situation internationale.

CFA se déclare également d'accord avec les vues de M. Ullsten quant au rôle que les pays neutres ont à jouer. "Ils peuvent dire certaines choses de façon indépendante ou ensemble tout en tenant compte de la spécificité de la neutralité respective à chaque Etat".

Malgré un "environnement politique direct différent", CFA estime qu'il y a plusieurs sujets sur lesquels la Suède et la Suisse peuvent être d'accord, en particulier dans l'optique de la prochaine échéance commune de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe à Madrid (CSCE).

CFA se propose dans ce contexte et sans préjuger des discussions plus détaillées qui auront lieu entre les spécialistes des deux délégations (MM. les Ambassadeurs Rappe et Brunner) d'exposer les grandes lignes de la conception suisse.

CFA évoque les contacts bilatéraux qu'il a eus avec ses homologues de Hongrie, de Roumanie, de Pologne, par exemple. De ces entretiens, CFA a retiré la certitude de pouvoir adopter un point de vue commun sur un certain nombre de sujets, comme par exemple sur le principe même de la

sécurité à laquelle ils tiennent autant que la Suisse. De plus, le désir de certains pays de l'Est de ne pas être assimilés à l'URSS (au sujet de l'Afghanistan notamment) est assez symptomatique du souci qu'ils éprouvent de se distancer "du grand tuteur soviétique". C'est pourquoi CFA estime qu'il paraît possible de tenter, sur certains sujets à déterminer, d'établir avec les pays en question un dénominateur commun pour éviter un échec de Madrid ou au moins assurer un succès.

Au sujet du désarmement, CFA considère ce problème comme extrêmement important tout comme l'a souligné M. Ullsten. C'est parce qu'il revêt une importance si primordiale que ce problème ne pourra et ne devrait pas être discuté à Madrid, selon CFA, mais bien plutôt faire l'objet d'une conférence post-Madrid, et cela à condition

1. qu'elle reste liée par un lien organique à la CSCE (chapeautée en quelque sorte par la CSCE),
2. que cette conférence sur le désarmement en Europe soit bien préparée. Un groupe d'experts pourrait être chargé de cette tâche.

Concernant la corbeille III, CFA est d'avis que la critique est nécessaire, mais qu'il faut aussi apporter quelque chose de constructif. La Suisse serait prête à reprendre son projet pour la mise en place d'un système de règlement pacifique des différends (SRPD) moyennant certains aménagements.

De même, la Suisse proposera un projet dans le domaine de l'information (meilleure diffusion, amélioration des conditions de travail des journalistes).

Pour M. Ullsten, la Conférence de Madrid est très importante et cela de deux manières :

1. parce qu'elle représente la continuation de l'esprit d'Helsinki et qu'Helsinki est un des résultats les plus concrets de la détente,
2. parce que cette conférence revêt un rôle très important dans la situation actuelle.

Comme les avis sont presque unanimes à l'Est comme à l'Ouest et parmi les Etats neutres pour considérer que Madrid aura lieu, tous les Etats ont une certaine responsabilité pour faire progresser la détente.

Pour M. Ullsten, Madrid ne doit pas être une simple formalité, utilisée comme champ de confrontation. Il sera nécessaire de procéder à un examen des trois corbeilles avec l'espoir d'obtenir des résultats dans les trois corbeilles. Au sujet du désarmement, M. Ullsten estime qu'il faut fixer comme objectif de formuler certaines propositions concrètes, sans limiter ses ambitions à cela.

- 4 -

La Suède est en faveur d'une conférence européenne du désarmement qui soit bien préparée et susceptible d'arriver à des résultats.

Quant à la proposition finlandaise sur le désarmement, M. Ullsten n'a aucune objection à formuler à son encontre. Il estime que les deux propositions (Suède et Finlande) se complètent l'une l'autre.

Concernant les contacts bilatéraux mentionnés par CFA avec certains représentants des pays de l'Europe de l'Est, M. Ullsten déclare que lui aussi a perçu une certaine inquiétude (notamment dans l'affaire d'Afghanistan) chez ces interlocuteurs. Mais il estime qu'il ne faut pas fonder trop d'espoir sur la possibilité que ces pays auront d'opérer à Madrid de façon indépendante. Ils suivront la stratégie que l'URSS décidera d'appliquer à Madrid.

CFA admet que les pays de l'Est ne pourront pas faire preuve d'indépendance dans les contacts multilatéraux; par contre dans les contacts bilatéraux, il est curieux de constater qu'ils s'expriment avec une certaine indépendance. Alors pourquoi ne pas susciter une collaboration bilatérale ?

CFA demande ensuite à M. Ullsten si, lors des entretiens qu'il a eus à Moscou avec M. Gromyko, il a été question de la CSCE.

M. Ullsten estime correct d'utiliser les contacts bilatéraux avec les pays de l'Est pour essayer de les convaincre du bien-fondé de nos points de vue. Cependant, en ce qui concerne la CSCE, il estime que l'évolution de la situation en Afghanistan sera décisive et qu'elle conditionnera si entièrement le déroulement de la Conférence que le rôle politique soviétique sera à Madrid prédominant.

M. Ullsten évoque la conversation qu'il a eue à Paris avec M. Jean François-Poncet à ce sujet. Avec son collègue français, il est tombé d'accord pour formuler trois alternatives à la question de l'Afghanistan:

1. Un retrait des troupes russes de l'Afghanistan ou, en tous cas, des gestes politiques allant dans cette direction avant Madrid, gestes qui soient plus réels et concrets que les propos tenus à Moscou.
2. Le maintien du statu quo en Afghanistan.
3. L'augmentation des effectifs militaires soviétiques en Afghanistan.

M. Ullsten a précisé qu'il avait retiré l'impression que, dans l'esprit de Valéry Giscard d'Estaing comme pour Jean François-Poncet, il ne faisait pas de doute que la troisième hypothèse était la plus réaliste.

Si la troisième hypothèse devait correspondre à la réalité au moment de Madrid, alors nous nous trouverions dans une situation très difficile. La Conférence aurait certes lieu, mais elle ne serait pas un exercice

- 5 -

destiné à promouvoir la détente, elle se transformerait en un exercice de forte critique contre l'URSS. Dans cette hypothèse, le prix à payer consisterait à faire fi des espoirs de poursuivre des conversations sur le désarmement dans le cadre par exemple d'une conférence post-Madrid.

Lors des conversations qu'il a eues avec le chef de la diplomatie soviétique, M. Ullsten a présenté ses idées quant au mandat que Madrid pourrait établir en matière de désarmement. M. Ullsten aurait développé quelques idées quant aux propositions française, finlandaise, suédoise tout en soulignant la différence entre ce groupe de propositions et le projet du Pacte de Varsovie.

M. Gromyko aurait répondu de façon très "maigre", se bornant à suggérer de procéder à un échange de vues plus concret au sujet des CBM et de Madrid et déclarant que l'URSS était prête à de telles consultations. M. Gromyko n'aurait refusé aucun schéma présenté, n'aurait attaqué aucune proposition, démontrant son désir de garder, d'ici au mois de novembre, un esprit ouvert et de faire état d'une attitude positive vis-à-vis de l'Europe.

M. Gromyko aurait confié à M. Ullsten que les relations entre l'URSS et les USA étaient présentement "très mauvaises" et que le Kremlin éprouvait la plus vive méfiance face à la tendance de la politique américaine d'exploiter les contacts avec les leaders européens.

Quant aux conversations à Stockholm avec M. Huang Hua, elles n'auraient, selon M. Ullsten, pas apporté de grandes nouveautés. Les visiteurs chinois auraient profité de l'occasion pour mettre l'accent sur la nécessité d'une coopération étroite entre l'Europe et les USA. Le sujet de la CSCE n'a été que peu discuté, l'intérêt chinois pour la Conférence de Madrid n'étant pas très grand.

CFA aborde ensuite les questions de procédure liées à la CSCE. Il fait part de son souhait que l'on fixe une date limite pour Madrid, au contraire des pays de l'Europe de l'Est qui préfèrent que la Conférence s'enlise ou "qu'elle se noie dans le smog diplomatique".

CFA demande à M. Ullsten ce qu'il pense de l'éventuelle participation au niveau ministériel durant la première semaine de la Conférence.

M. Ullsten répond qu'il est en principe en faveur d'une participation au niveau ministériel, "si des résultats peuvent réellement être attendus à Madrid". Il reste encore à examiner si la présence même des ministres des affaires étrangères ne se révélera pas être un facteur contre-productif dans le climat international conditionné par l'affaire de l'Afghanistan.

C'est pourquoi la Suède demande encore un certain temps de réflexion pour se prononcer au sujet d'une participation au niveau ministériel.

Fin de la première séance de travail à 12.00 h.

- 6 -

Deuxième séance de travail. Début à 15.00 h.

M. Ullsten suggère d'aborder les problèmes de l'Iran et du Moyen-Orient. Il passe la parole à CFA.

Iran

CFA explique que la Suisse a le privilège de jouir de la confiance de l'Iran "actuelle" et de la confiance des USA, qui lui ont confié la défense de leurs intérêts.

Pour CFA, le problème des otages n'est pas en voie de liquidation, car il n'y a pas un seul pouvoir en Iran qui aurait le pouvoir de décider. Le Président Bani Sadr a pratiquement perdu toute la crédibilité qu'il a gagnée lors des élections. Quant au Ministre des affaires étrangères Ghotbzadeh, il a été assez habile dans la mesure où il a évité de ne pas pouvoir prendre une décision.

Le Gouvernement actuel s'est réfugié derrière l'élection du Parlement et le monde a cru que, aussitôt le Parlement élu, les otages seraient libérés. Or, l'Iran n'a jamais eu de Parlement, il lui faut tout d'abord édicter ses propres règlements, ce qui va prendre du temps.

Si l'on devait établir un diagnostic, il est probable que rien ne se passera en juillet ou en août, alors qu'en septembre on entrera dans une période dangereuse (à la veille des élections présidentielles américaines) où un coup de force américain ne serait pas à exclure. L'Iman Khomeiny qui représente le second pouvoir en Iran (à part le Gouvernement) paraît très malade et très contesté par les siens aussi. Quant au troisième pouvoir, il s'agit du "noyau dur" des étudiants qui semble être de tendance soviétique. Pour CFA, dans l'état d'impuissance totale dans laquelle se trouve l'Iran d'engager même un dialogue (à défaut d'interlocuteurs), le risque que l'URSS ne soit tentée d'intervenir en Iran par personne interposée existe.

M. Ullsten remercie son interlocuteur de son compte rendu "très détaillé et savant" sur la situation en Iran. Il n'a, pour sa part, pas beaucoup d'éléments à ajouter puisqu'il analyse la situation intérieure iranienne en gros comme CFA.

Toutefois, lors de la récente visite un peu "inattendue" qu'a faite M. Ghotbzadeh à Stockholm (le Ministre des affaires étrangères iranien a été invité par "quelqu'un" à venir en Suède - il s'agit de M. Olof Palme, qui a invité M. Ghotbzadeh dans le cadre des entretiens avec les dignitaires du Parti socialiste suédois qui ont eu lieu le 13 juin), M. Ullsten aurait interrogé son homologue iranien sur la situation en Iran. Les réponses apportées par M. Ghotbzadeh correspondent à l'analyse de CFA, sauf sur un point précis. Le chef de la diplomatie iranienne aurait nié l'influence des communistes en Iran, comme il aurait minimisé le risque que l'Iran ne tombe sous l'influence de l'URSS, en soulignant les différences qui existent entre les deux pays et les mauvaises relations actuelles entre Moscou et Téhéran.

- 7 -

M. Ullsten complète ensuite son analyse de la situation iranienne de la façon suivante. Il ne comprend pas exactement ce que veut le Gouvernement iranien ou M. Ghotbzadeh (qui a manœuvré de façon très prudente jusqu'ici). M. Ghotbzadeh appelle de ses vœux une solution au problème des otages (à la longue nuisible), mais ne veut pas affronter les groupes qui, en Iran, sont en faveur de la poursuite de la détention des otages. M. Ghotbzadeh se serait ensuite exprimé de façon fort critique à l'encontre de l'action du Secrétaire général des Nations Unies. M. Waldheim aurait commis une erreur tactique en axant tout sur la visite des otages par la Commission de l'ONU, au lieu de songer un peu plus aux Iraniens. La Commission a joué le jeu des Américains en Iran.

Questionné par M. Ullsten sur le rôle de l'ONU en Iran, M. Ghotbzadeh aurait répondu que la publication du rapport des Nations Unies aiderait ceux qui, en Iran, souhaitent aboutir à une solution au problème des otages. Mais pareil document devrait également contenir quelques éléments susceptibles de donner satisfaction aux étudiants. Le rapport de l'ONU ne devrait cependant qu'être une "carte" dans le "jeu" qui se déroule en vue de libérer les otages.

M. Ullsten donne ensuite la parole, sur ce même sujet, au Secrétaire d'Etat, M. Hans Blix.

M. Blix relate que, lors de sa récente rencontre avec le Secrétaire général de l'ONU à New York, il aurait trouvé que M. Waldheim était très pessimiste quant au schéma de libération des otages. Cette attitude se baserait sur la constatation qu'il n'y a pas de vrai pouvoir en Iran, ce qui a été malheureusement prouvé lors de l'expérience sur le terrain faite par les membres de la Commission des Nations Unies. La Commission des Nations Unies a "capoté" parce que le Gouvernement iranien a dit oui à une visite des otages, mais que les étudiants s'y sont opposés.

En fait, M. Waldheim n'a plus aucune confiance dans le Gouvernement iranien. Il ne peut qu'attendre qu'un changement se produise afin qu'un pouvoir s'établisse en Iran.

M. l'Ambassadeur Brunner apporte quelques commentaires aux propos de M. Blix. M. Brunner a l'impression que les otages sont un peu tombés dans l'oubli, considérés qu'ils sont comme des prisonniers de guerre. Mais tout va rebondir à partir de septembre et cela pourrait devenir très dangereux. Le Président Carter pourrait être amené à utiliser la force de façon punitive. Il semble donc que rien ne sera entrepris du côté américain durant les deux prochains mois.

Les Etats-Unis apprécient cependant toutes les activités qui sont présentement déployées afin de maintenir vivante la pression sur l'Iran.

Plusieurs canaux sont mentionnés dans ce contexte :

1. Le canal de l'ONU est apprécié et en particulier les interventions de M. Daoudi.
2. Les efforts de M. Ramsey Clark sont également appréciés, de façon paradoxale. Il ne sera pas poursuivi pour cela.
3. Les activités de diverses autres personnalités américaines qui oeuvrent de manière privée trouvent aussi un certain crédit.

M. l'Ambassadeur Brunner est d'avis que la tactique américaine décrite plus haut est bien la meilleure et que l'affaire des otages, si elle n'était pas réglée avant septembre, deviendrait alors aux USA très explosive et susceptible de faire pencher la balance entre une élection et une réélection.

Moyen-Orient

Au sujet du Moyen-Orient, CFA rappelle que la disponibilité est un des piliers de la politique étrangère suisse et que, forte de cette maxime, la Suisse est prête à offrir ses bons offices dans ce conflit tout en étant consciente d'avoir à faire face à des difficultés presque insolubles.

Pour illustrer ces difficultés, CFA décrit brièvement la chronologie de la visite "manquée" de M. Khaddoumi qui, en 1978, cherchait à redonner une certaine crédibilité à la cause de l'OLP en espérant une reconnaissance morale de la part d'un Etat neutre.

CFA pose alors plusieurs questions à M. Ullsten. Il lui demande comment la Suède réagirait si les bons offices suédois étaient sollicités dans le conflit du Moyen-Orient. L'OLP est-elle considérée comme seul interlocuteur palestinien ? Quel avenir prédire à l'actuel gouvernement Begin ?

M. Ullsten répond que le gouvernement Begin a perdu toutes ses cartes. M. Begin a obtenu des résultats appréciables par les accords de Camp David, mais il s'est révélé être incapable de poursuivre cette oeuvre. La politique d'implantation de colonies en Cisjordanie bloque tout le processus de paix. Le gouvernement israélien actuel tombera sans doute aux prochaines élections (dont la date reste à déterminer).

Concernant l'OLP, M. Ullsten considère que c'est une des parties au conflit, mais pas le seul représentant du peuple palestinien. En fait, l'OLP constitue bien la partie la plus importante du côté palestinien. Sans l'accord de l'OLP, tout accord au Moyen-Orient n'aura pas de valeur. M. Ullsten se déclare prêt à parler avec les dirigeants de l'OLP, mais pas de façon officielle. D'ailleurs, le Secrétaire d'Etat, M. Blix, a déjà eu des contacts avec M. Arafat. Sur un éventuel rôle que les Etats neutres pourraient être appelés à jouer dans

- 9 -

le conflit, M. Ullsten se montre assez sceptique. Les moyens lui semblent très limités à l'heure actuelle pour faire quelque chose.

Concernant les négociations de paix, M. Ullsten estime qu'il faut poursuivre le travail commencé à Camp David avec la participation des Américains. Mais avant les élections américaines, il sera sans doute difficile d'entreprendre une quelconque action.

Deux questions doivent être résolues ensemble :

1. le problème palestinien
2. le problème israélien

C'est pourquoi tout le problème se trouve actuellement dans un cul-de-sac. Le seul point positif a été les accords de Camp David.

CFA pense qu'il y a un traumatisme israélien qui s'aggrave à chaque geste de l'OLP. Plus l'OLP est reconnu comme interlocuteur valable, plus Israël se considère dans un ghetto, ce qui rend tout dialogue extrêmement difficile.

Pour M. Ullsten, le fait d'avoir des contacts avec l'OLP est le signe de la reconnaissance que l'OLP est un facteur politique important. Le facteur temps joue également un rôle dans ce contexte. Le Chancelier autrichien Kreisky (qui parle le suédois couramment) s'est montré récemment pessimiste sur la valeur de ses contacts avec l'OLP. Ce pessimisme est fondé sur le fait que la position d'Arafat s'affaiblit tant qu'il ne se passe rien et que la même chose peut se produire avec le Président Sadat. C'est pourquoi, il faut veiller, selon M. Ullsten, à maintenir le processus de paix de Camp David vivant et être prudent à l'égard de nouvelles initiatives qui pourraient déranger ce processus.

Dans un conflit aussi délicat que celui du Moyen-Orient, le risque existe de s'achopper à la question de la représentativité des parties qui s'affrontent plutôt que d'aborder les questions de fond.

Indochine

Evoquant ensuite la question de l'Indochine, CFA demande à son homologue ce qu'il pense de l'expansionnisme vietnamien dans cette région.

M. Ullsten dit ne disposer d'aucune explication très encourageante à ce sujet. Pour lui, la pensée hégémoniste vietnamienne est toujours présente. La théorie des dominos (dans l'optique américaine) devient une réalité. Le Vietnam contrôle déjà le Laos et est en train de prendre le contrôle du Cambodge. Les ambitions soviétiques dans cette partie du monde sont évidentes, avec la possibilité d'une guerre par personnes interposées, c'est-à-dire le Vietnam.

- 10 -

M. Ullsten déplore le fait que l'aide humanitaire n'arrive pas à son but en Indochine et cela pour des raisons politiques. La suspicion cambodgienne (ancrée à Moscou) conteste les efforts bénévoles de l'aide occidentale. La Suède a tenté de prêcher en faveur de l'ouverture des frontières entre le Vietnam, le Cambodge et la Thaïlande pour permettre l'acheminement de l'aide. La Suède a des relations "pratiques" avec Heng Samrin et Pol Pot; elle entretient de très bonnes relations avec Hanoï et Bangkok. M. Ullsten confie à CFA que, lors de ses récents entretiens avec M. Gromyko à Moscou (29-30 mai), il n'a pas demandé directement l'aide de l'URSS, mais qu'il a expliqué que la Suède était prête à faire un effort sur le plan diplomatique, mais aussi logistique. Moscou prétend avoir transmis ces idées à Phnom Penh.

Interrogé par CFA sur la position qu'adopterait la Suède lors d'une éventuelle conférence mondiale sur les réfugiés (dont l'idée pourrait être lancée à l'ECOSOC), M. Blix répond que son pays n'est pas encore informé de cette initiative. Il estime qu'en Afrique, il y a entre 10 et 12 millions de réfugiés et que les problèmes les plus sérieux sont dans la Corne de l'Afrique, région où la Suède concentre une part importante de son aide.

Comme l'appareil administratif du Haut Commissaire pour les réfugiés ne semble plus adapté à la situation actuelle, l'idée d'une conférence mondiale sur les réfugiés recueille la sympathie de M. Blix qui voit là un moyen de trouver de nouvelles ressources.

Fin de la deuxième séance de travail à 16.30 h.

CONFIDENTIEL

VISITE OFFICIELLE EN FINLANDE DE M. PIERRE AUBERT,
CONSEILLER FEDERAL, CHEF DU DEPARTEMENT DES AFFAIRES
ETRANGERES, DU 25 AU 28 JUIN 1980

Délégation suisse

M. Pierre AUBERT	Conseiller fédéral, Chef du Département des affaires étrangères
M. Hans MUELLER	Ambassadeur de Suisse en Finlande
M. Edouard BRUNNER	Ambassadeur, Chef de la Division politique I
M. Jean-Pierre RITTER	Ambassadeur, Chef du Secrétariat politique
Mlle Catherine KRIEG	Secrétaire du Chef du Département

Délégation finlandaise

M. Paavo VÄYRYNEN	Ministre des affaires étrangères de Finlande
M. Matti TUOVINEN	Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères
M. Esko RAJAKOSKI	Ambassadeur, Directeur pour le désarmement au Ministère des affaires étrangères
M. Pekka KORVENHEIMO	Sous-Directeur de la Direction politique du Ministère des affaires étrangères
M. Erkki MÄENTAKANEN	Chef du Bureau politique du Ministère des affaires étrangères
M. Isto KAHILA	Interprète

Procès-verbal des entretiens entre M. Paavo Väyrynen, Ministre finlandais des affaires étrangères, et M. Pierre Aubert, Conseiller fédéral, Chef du Département des affaires étrangères, à Helsinki

Séance de travail du jeudi 26 juin 1980. Début des entretiens à 09.30 h.

M. Väyrynen souhaite la bienvenue à son hôte et désire entrer d'emblée dans le vif du sujet.

Il passe alors la parole à M. le Conseiller fédéral Pierre Aubert sur le premier point inscrit à l'ordre du jour, à savoir les relations Est-Ouest et les relations entre grandes puissances.

Pour CFA, la responsabilité qu'ont deux pays neutres comme la Finlande et la Suisse dans la situation internationale particulièrement tendue et perturbée, pratiquement à la veille de la guerre froide, est grande car il y a actuellement trois crises dans les relations Est-Ouest:

1. la crise des "otages américains en Iran"
2. la crise due à l'action soviétique et à la réaction occidentale dans le domaine de l'armement en Europe
3. la crise de l'Afghanistan créée par l'agression soviétique

CFA se livre à une rapide analyse des trois crises. Au sujet des otages américains en Iran, CFA pense que le Gouvernement iranien aimerait se débarrasser des otages mais qu'il n'a pas le pouvoir d'exécuter les décisions qu'il voudrait prendre, car il y a en fait trois pouvoirs en Iran :

1. le Gouvernement
2. le pouvoir islamique
3. le noyau dur des étudiants qui semble avoir partie liée avec Moscou

L'armement en Europe : pour CFA, l'Europe, il faut bien le constater avec tristesse, est le continent le mieux armé du monde. Il s'est transformé en un véritable arsenal. Si l'on devait faire un calcul d'arithmétique élémentaire, il y a une différence si manifeste que ceux qui ont le moins d'armes commencent à s'inquiéter. Les Soviétiques sont surarmés et l'Europe occidentale en a peur, surtout au lendemain de l'agression soviétique contre l'Afghanistan, commise en violation flagrante de tous les engagements pris à Helsinki notamment.

Pour CFA, cette invasion justifie et rend encore plus nécessaire que l'an dernier la réunion de Madrid. Tant que cette crise n'a pas été résolue par le retrait des troupes soviétiques, CFA ne voit pas comment la détente pourra être rétablie.

M. Väyrynen remercie CFA de son exposé.

Jusqu'à maintenant nous avons connu une période de détente assez longue depuis la guerre froide. Maintenant nous nous interrogeons pour savoir si les événements que nous connaissons conduiront à une nouvelle période de guerre froide. Nous considérons que les raisons qui ont conduit à l'instauration de la détente existent toujours et qu'il est dans l'intérêt des grandes puissances de poursuivre dans cette voie. Il est possible de discerner ces intérêts convergents dans le domaine du désarmement. L'actuelle course aux armements représente un gaspillage insensé pour les grandes puissances, ce qui n'augmentera pas leur sécurité, bien au contraire.

M. Väyrynen est convaincu que les deux superpuissances sont disposées à poursuivre leurs pourparlers sur le désarmement, même si des résultats concrets dans la situation actuelle ne peuvent pas être obtenus. Il considère que c'est commettre une erreur que de lier la crise actuelle seulement à l'affaire de l'Afghanistan. La politique hésitante du Président Carter a également créé beaucoup de confusion.

des relations
Pour M. Väyrynen, un tournant décisif dans la détérioration/entre les deux Grands a eu lieu après le sommet de Vienne de juin 1979. Cette rencontre a été un échec puisqu'elle n'a pas abouti à la ratification par le Congrès américain des accords SALT. Le second échec, peut-être plus grave encore, c'est que cette non-ratification a favorisé le développement des armements en Europe auquel CFA a déjà fait allusion.

L'URSS considère cette question de la course aux armements sous un angle global et stratégique. Elle considère que l'équilibre a été ébranlé par les mesures prises en Europe occidentale en matière d'armement. L'URSS justifie sa position en disant que les missiles européens peuvent atteindre l'URSS, ce qui n'avait pas été le cas auparavant.

M. Väyrynen, sur ce point litigieux, se défend de porter un jugement pour savoir qui a tort ou qui a raison. Il est d'avis que les deux camps ont un peu raison, ce qui rend la situation plus compliquée et démontre que la détérioration des relations entre les grandes puissances était sensible déjà bien avant l'affaire d'Afghanistan.

M. Väyrynen admet qu'il ne sait pas avec certitude pourquoi l'URSS a jugé bon d'intervenir en Afghanistan (intervention préparée bien avant Noël d'ailleurs puisque, selon des estimations occidentales, 5.000 à 7.000 experts soviétiques se trouvaient déjà en été 1979 en Afghanistan, alors que ce nombre a été porté à 15.000 personnes vers octobre). Ce qui compte aujourd'hui, c'est de trouver les moyens qui permettent à l'URSS de se retirer de l'Afghanistan, car la présence soviétique est une entrave à la détente.

- 4 -

M. Väyrynen rappelle que, lors du vote à l'ONU qui a condamné l'URSS pour son intervention en Afghanistan, la Finlande s'est abstenue. Il dresse un parallèle avec la guerre du Vietnam (qui représente une crise de même importance que l'Afghanistan) où la Finlande n'a pas adhéré aux critiques adressées à l'époque aux USA. Et M. Väyrynen de souligner qu'il s'agit là d'une différence entre la Finlande et la Suède qui, elle, avait violemment critiqué les USA pour leur intervention au Vietnam. La Suède, en politique étrangère, est souvent volontairement critique à l'égard des grandes puissances, tandis que la Finlande se tient à l'écart des conflits, soucieuse qu'elle est de maintenir de bonnes relations avec tous les pays. La Finlande estime bon d'avoir certains principes qu'elle respecte, ce qui peut s'avérer bien utile dans les situations difficiles.

M. Väyrynen mentionne un autre principe absolu auquel la Finlande ne dérogera pas. Elle ne participera pas à des sanctions contre l'Iran ou d'autres pays, par exemple, si de telles sanctions ne sont pas adoptées par le Conseil de sécurité.

Concernant le souhait émis par CFA d'intensifier la collaboration entre les pays neutres, M. Väyrynen précise tout d'abord que l'institutionnalisation des contacts a déjà pris une forme précise, à savoir les rencontres périodiques au niveau des secrétaires d'Etat.

Quant à une éventuelle rencontre régulière entre ministres des affaires étrangères des quatre Etats neutres, M. Väyrynen fait part de son souci que les Neutres ne donnent l'impression de constituer un bloc ou d'être soupçonnés d'avoir cette volonté. M. Väyrynen est prêt à examiner la possibilité d'une rencontre au niveau ministériel des quatre pays neutres, si les circonstances se présentent, avant Madrid encore.

M. Väyrynen aborde ensuite spontanément le thème de la finlandisation. A son avis, ceux qui parlent de "finlandisation" commettent une erreur et ils devraient utiliser un meilleur terme. Le développement politique de la Finlande ne signifie pas que ce pays a "glissé" vers la neutralité en se séparant d'une alliance. C'est bien plutôt le contraire qui s'est produit. Au lendemain de la défaite et jusqu'à 1950, la situation en Finlande est restée bien difficile et ce n'est que peu à peu que ce pays a pu construire une politique de neutralité. Quant à la crainte que l'Europe neutre ne subisse l'influence de l'URSS, elle n'est pas réaliste.

CFA souhaite balayer toute équivoque. Il a pleine compréhension pour la politique extérieure de la Finlande. "Les Finlandais ont moralement gagné la guerre, ils sont un exemple pour le monde libre".

CFA pense que la course aux armements a été provoquée uniquement par l'absence de confiance entre l'Est et l'Ouest. Les pays neutres ont un rôle à jouer dans le rétablissement de la confiance, sans pour autant constituer un bloc des Neutres.

Après avoir rétabli une certaine confiance politique, il conviendra d'aborder les négociations en matière de désarmement. Mais pour qu'un dialogue utile puisse s'instituer entre l'Est et l'Ouest, l'affaire de l'Afghanistan doit être préalablement réglée de façon à ce que l'URSS ne perde pas la face. Une "sortie honorable" pour l'URSS doit donc être trouvée car "elle ne peut pas quitter le champ de bataille comme un condamné".

Au sujet du désarmement, CFA fait part de l'intention de la Suisse de proposer à la Conférence sur la sécurité le renvoi après la réunion de Madrid d'une Conférence européenne du désarmement.

Dans ce contexte, il se permet de poser deux conditions :

1. que cette Conférence du désarmement se tienne dans le cadre strict de la CSCE (étant organiquement liée au processus de la CSCE), sinon on retombera dans une confrontation de bloc à bloc,
2. que cette Conférence, pour avoir des chances de réussite, soit soigneusement préparée, par exemple par une réunion préalable d'un groupe d'experts.

CFA demande à son interlocuteur si la Finlande peut adhérer aux deux conditions exposées ci-dessus.

M. Väyrynen est d'accord avec ces deux conditions. Il pense que le problème de la sécurité militaire sera la question principale qui sera débattue à Madrid. Il est d'avis qu'à Madrid la décision pourrait être prise de convoquer une Conférence du désarmement et éventuellement de s'entendre sur le mandat d'une telle Conférence.

M. l'Ambassadeur Brunner insiste sur l'impérieuse nécessité de bien préparer la Conférence européenne du désarmement qui, comme il vient encore d'en avoir la confirmation à Stockholm, sera extrêmement compliquée et délicate. Cette préparation doit se faire dans le cadre d'un groupe d'experts. Si on n'institue pas une conférence préparatoire, on court le risque que Madrid se transforme en conférence sur le désarmement, avec une longueur démesurée.

La Suisse n'est pas d'accord avec toutes les propositions qui ont été formulées à propos du désarmement. Elle ne partage, par exemple, pas l'idée d'exclure les questions nucléaires du désarmement.

M. Väyrynen est en faveur d'un examen des questions nucléaires dans le cadre d'une Conférence sur le désarmement. Il estime qu'à Madrid il faudra parler des questions de désarmement car c'est là un forum bien naturel pour ce genre de discussions et il lui semblerait curieux qu'on n'en parle pas (mais seulement de façon séparée).

- 6 -

M. Väyrynen passe la parole à M. l'Ambassadeur Rajakoski. Ce dernier rappelle qu'il a eu l'occasion d'exposer à Berne, le 27 mai (à M. l'Ambassadeur Brunner) en détail la proposition finlandaise "de programme de désarmement".

M. Rajakoski précise que deux éléments sont contenus dans ce projet :

1. la substance
2. les modalités

La Conférence sur le désarmement doit être liée d'une façon ou d'une autre au processus de la CSCE. Il sera nécessaire de tenir compte des trois paramètres suivants :

1. la participation
2. les questions de procédure
3. la continuité du processus du désarmement

M. Rajakoski tient à souligner que la proposition finlandaise est souple (en matière de procédure). Si, à Madrid, il est possible de s'entendre sur le mandat de la Conférence du désarmement, tant mieux, sinon des consultations multilatérales pourraient être envisagées (et c'est là que les modalités entreraient en jeu) sans engagement de part et d'autre. M. Rajakoski prétend que, sans vouloir être pessimiste, il sera difficile de s'entendre sur le mandat de la Conférence du désarmement sur la base, soit de la proposition française, soit de la proposition du Pacte de Varsovie. C'est pourquoi la Finlande tient à ce qu'un débat structurel sur le désarmement ait lieu à Madrid et qu'une mention positive à ce sujet soit inscrite dans le document final de Madrid.

M. Väyrynen fait ensuite un bref exposé sur la situation en Europe du Nord qu'il se plaît à souligner comme étant stable et calme, ce qui lui semble être fort souhaitable puisque toute cette région est très importante pour des raisons stratégiques.

Au renforcement du système de défense de l'OTAN dans la région septentrionale a fait écho un accroissement de l'armement soviétique dans la péninsule de Kola. M. Väyrynen pense néanmoins que cette région va rester stable et que les grandes puissances feront tout pour préserver cette stabilité. Pour la Finlande, il est très important d'éviter tout acte qui pourrait être interprété comme destiné à modifier cette stabilité, mais en cas de grave crise internationale, les répercussions se feraient inévitablement sentir sur cette région, ce qui explique les efforts déployés par la Finlande en matière de désarmement (et cela dans son propre intérêt). Dans cette optique, la Finlande souhaite que des euro-missiles ne soient pas stationnés en Norvège ni au Danemark.

- 7 -

Concernant le Moyen-Orient, CFA souhaite connaître la position de la Finlande relative à l'OLP et en particulier en ce qui concerne les contacts avec les Palestiniens, à l'ONU par exemple.

M. Väyrynen précise que la Finlande a admis déjà fort tôt l'importance du problème palestinien. Au début de 1970, elle a reconnu que le problème palestinien constitue le coeur de la question du Proche-Orient et que le peuple palestinien doit avoir les mêmes droits que les autres. En 1973 déjà, lorsque l'OLP a été acceptée comme observateur à l'ONU, la Finlande a appuyé la résolution pertinente. M. Kaddoumi a visité la Finlande et il a rencontré le Président Kekkonen. L'OLP est le représentant le plus important du peuple palestinien; elle doit être associée aux négociations tendant à résoudre le conflit du Moyen-Orient. Il n'est cependant pas question pour la Finlande de reconnaître diplomatiquement l'OLP (elle ne reconnaît que des Etats), d'où l'impossibilité d'organiser en Finlande une visite officielle pour des représentants de l'OLP.

M. Väyrynen affirme regretter "la quasi-reconnaissance" de l'OLP par l'Autriche, ce qui "cause beaucoup de confusion dans les milieux internationaux". Il considère utile aux petits pays neutres de respecter certains principes. Il estime que l'Autriche a abandonné sa neutralité en l'occurrence.

A propos des réfugiés (en Afrique, Asie et Amérique latine), M. Väyrynen souligne qu'ils devraient en principe être accueillis dans des pays où les conditions de vie sont semblables à celles qui leur ont été familières auparavant.

La Finlande se félicite de la création d'un Fonds pour trouver un domicile aux réfugiés dans les pays en voie de développement. La Finlande a été jusqu'ici assez réservée en matière d'accueil, puisque les conditions finlandaises sont bien différentes et qu'à cela s'ajoute une situation difficile sur le marché de l'emploi.

M. Väyrynen trouverait utile l'idée d'une éventuelle conférence mondiale sur les réfugiés qui pourrait être lancée par les pays africains à l'ECOSOC. Ce qui le dérange dans toute cette question humanitaire des réfugiés c'est que l'opinion publique se concentre sur un pays (par exemple le Cambodge), alors que d'autres régions du monde, où les problèmes sont tout aussi graves, ne reçoivent pas la moindre attention.

Fin des entretiens à 12.30 h.